

**PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU  
M.R.C. DE LA VALLÉE DU RICHELIEU**

**RÈGLEMENT #1-2014**

**RÈGLEMENT RELATIF AU TRAITEMENT  
DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Considérant que la Loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q., c. T-11-001) détermine les pouvoirs du conseil en matière de fixation de la rémunération ;

Considérant que le conseil désire adopter un règlement relatif au traitement des élus municipaux ;

Considérant que le territoire de la municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu est déjà régi par un règlement sur le traitement des élus municipaux, mais que de l'avis du conseil, il y a lieu d'actualiser ledit règlement et de le rendre plus conforme aux réalités contemporaines ;

Considérant qu'avis de motion du présent règlement a été donné au préalable ;

En conséquence, il est proposé par monsieur Yvon Forget, appuyé par monsieur Pascal Smith et unanimement résolu que le présent projet de règlement soit adopté :

**Article 1. Préambule**

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

**Article 2. Abrogation**

Le présent règlement abroge et remplace le règlement numéro #1-2005 et ses amendements.

**Article 3. Rémunération de base**

Le présent règlement fixe une rémunération de base annuelle pour le maire et pour chaque conseiller de la municipalité, le tout pour l'exercice financier de l'année 2014 et les exercices financiers suivants.

La rémunération de base annuelle du maire est fixée à 11 070.\$ et celle de chaque conseiller est fixée à 3 690.\$,

**Article 4. Rémunération additionnelle**

Outre sa rémunération de base, tout membre du conseil qui siège sur le comité consultatif d'urbanisme ou autre comité supra municipal a droit à une rémunération additionnelle de trente dollars (30.\$) par réunion statutaire.

**Article 5. Remplacement du maire**

Advenant le cas où le maire suppléant remplace le maire pendant plus de trente jours, le maire suppléant aura droit, à compter de ce moment et jusqu'à ce que cesse le remplacement, à une somme égale à la rémunération du maire pendant cette période.

## **Article 6. Allocation de dépense**

En plus de toute rémunération ci-haut fixée, chaque élu aura droit à une allocation de dépense. L'allocation de dépense annuelle du maire est fixée à 5 535.\$ et celle de chaque conseiller est fixée à 1 845.\$.

## **Article 7. Indexation**

La rémunération de base et l'allocation de dépense telles qu'établies par le présent règlement seront indexées à la hausse, pour chaque exercice financier suivant celui de l'entrée en vigueur du présent règlement.

L'indexation consiste dans l'augmentation, pour chaque exercice, du montant applicable pour l'exercice précédent d'un pourcentage correspondant au taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour le Canada établi par Statistique Canada.

## **Article 8. Remboursement des dépenses**

Pour pouvoir poser, dans l'exercice de ses fonctions, un acte dont découle une dépense pour le compte de la municipalité, tout membre du conseil doit recevoir du conseil une autorisation préalable à poser l'acte et à dépenser en conséquence un montant d'excédant pas celui qui fixe le conseil ou celui prévu au présent règlement.

Toutefois, le maire n'est pas tenu d'obtenir cette autorisation préalable lorsqu'il agit dans l'exercice de ses fonctions. Il en est de même pour le conseiller que le maire désigne, en cas d'urgence pour le remplacer comme représentant de la municipalité.

Le membre du conseil qui, dans l'exercice de ses fonctions, a effectué une dépense pour le compte de la municipalité peut être remboursé par la municipalité, sur présentation d'un état appuyé d'une pièce justificative, telle que facture ou relevé détaillé de carte de crédit.

Pour les déplacements en automobile à l'extérieur du territoire de la municipalité, mais effectués au Québec, le conseil établit un tarif de 0.49¢/kilomètre payable à tout membre du conseil qui justifie sa dépense au moyen d'un écrit indiquant le point de départ, le point d'arrivée, le nombre de kilomètre parcouru aller-retour et la date du déplacement.

## **Article 9. Effet rétroactif**

Le présent règlement prend effet rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

## **Article 10. Entrée en vigueur**

Le présent règlement entrera en vigueur selon la Loi.

Jean Murray  
Maire



Sylvie Burelle  
Secrétaire-trésorière et directrice générale